

La solution dans la nouvelle Constitution ?

- Des marches sur fond d'espoir d'une officialisation
- Témoignages de Saïd Sadi et Ali Yahia Abdenour sur le Printemps berbère

Page 3

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Dixième année - N° 3543 - Lundi 20 avril 2015 - Prix : 10 DA

Coup de théâtre au procès de l'affaire de l'autoroute Est-Ouest

Le collectif de la défense menace de se retirer

Page 24



Naufrage d'un bateau de migrants au large des côtes libyennes

Tragédie avec 700 morts dans la Méditerranée

Page 2

Chira, un fléau grave

Par Nadjib Stambouli

La drogue et surtout le vaste trafic y afférent ont ceci de particulier qu'ils suscitent des sentiments totalement contradictoires, ceux de la légitime fierté et ceux de la profonde inquiétude. La fierté s'arbore sur le fronton de ces innombrables saisies de résine de cannabis (mais pas seulement, la cocaïne et l'héroïne s'engouffrant petit à petit dans les us et coutumes des toxicomanes), accompagnées des arrestations qui vont avec, menées par les trois corps de sécurité, gendarmes (plus les autres éléments de l'ANP, notamment dans le Grand Sud), policiers et douaniers. Chaque jour que Dieu fait se fait l'écho de ces prises quotidiennes allant de quelques grammes chez le dealer de quartier aux quintaux, voire des tonnes, effectuées par ces mêmes corps de sécurité, un peu partout dans le pays. Les derniers chiffres, rendus publics hier, donneraient froid dans le dos du plus impassible des observateurs, avec les 24 tonnes de résine de cannabis (chira) saisies en deux mois seulement, plus les sept quintaux et les 3 barons de la drogue arrêtés ces jours-ci dans la seule wilaya d'Alger. A ces prises dans la capitale, il faut ajouter un lot de 5 000 comprimés de psychotropes, ecstasy notamment. Pour les saisies les plus importantes il est de notoriété publique qu'elles ont lieu sur nos frontières ouest, du nord au sud, sachant que le grand pourvoyeur n'est autre que notre voisin, le Maroc, qui détient, comme vient de le rappeler un rapport onusien, le triste privilège d'être classé plus gros producteur mondial dans ce poison hallucinogène.

Suite en page 3

Les enseignants contractuels et vacataires haussent le ton

Grogne généralisée dans le secteur de l'éducation



Les menaces de débrayage se succèdent dans le secteur de l'éducation. Après les adjoints et les corps communs des ouvriers et professionnels de l'éducation, c'est au tour des enseignants contractuels et vacataires de hausser le ton.

Lire page 2

Lutte contre la drogue

Le cannabis, ce poison venant du Maroc

Page 4

Plus d'une dizaine de films à la 1^{re} édition

Un «Printemps du cinéma amazigh» à Alger

Page 13

Les enseignants contractuels et vacataires haussent le ton

Grogne généralisée dans le secteur de l'éducation

■ Les menaces de débrayage se succèdent dans le secteur de l'éducation. Après les adjoints et les corps communs des ouvriers et professionnels de l'éducation, c'est au tour des enseignants contractuels et vacataires de hausser le ton.



Par Louiza Ait Ramdane

La fin de l'année scolaire et les examens de fin d'année en particulier s'annoncent des plus chaudes. Divers foyers de tension qui ont connu une relative accalmie pendant le deuxième trimestre, menacent de relancer la protestation sous toutes ses formes à partir du mois d'avril en cours. La famille de l'éducation

qui, en fait, n'avait pas encore soldé ses comptes avec Benghebril se prépare à renouer avec la protestation. La ministre de l'Éducation est, une fois de plus, confrontée à la grogne de ses partenaires sociaux. Elle qui a réussi difficilement à mettre fin à la grève des enseignants, doit trouver une solution urgente au problème des corps communs, des adjoints et de celui des enseignants contractuels et

vacataires, sachant que cette période est plus décisive dans le cursus scolaire. Les nombreux syndicats du secteur ont mobilisé leurs troupes quelques semaines avant les examens de fin d'année. Tous menacent de durcir le ton en cas de la non-prise en charge de leurs revendications. Certaines corporations appellent la ministre de l'Éducation à revoir le statut particulier et d'autres appellent à

leur intégration. En effet, la Coordination nationale des enseignants contractuels et vacataires, affiliée au Conseil des lycées d'Alger (CLA), a décidé de monter au créneau en organisant, demain, une journée de contestation devant l'annexe du ministère de l'Éducation nationale à Ruisseau. L'action sera suivie de rassemblements devant les directions de wilaya au niveau du territoire national. Les contestataires exigent, comme principale revendication, leur intégration avant de recourir aux recrutements ou de faire appel à de nouveaux enseignants, sachant que les enseignants contractuels ont déjà acquis de l'expérience leur permettant ainsi d'être intégrés. Ils revendiquent également le paiement de leur dû, régulièrement, sans aucun retard ni manque. La Coordination appelle également à l'application de la prime de rendement au profit de cette catégorie d'enseignants. Le ras-le-bol accumulé depuis plusieurs années en la principale raison de cette montée au créneau des contractuels et des vacataires. «Les enseignants vacataires et contractuels sont les victimes de ce système éducatif», estime la Coordination qui accuse la tutelle de vouloir bafouer leurs droits. Les plus absolus, en les privant même de leurs salaires mérités. La tutelle est appelée à se retour-

ner vers ces enseignants pour l'amélioration de leur condition socioprofessionnelle et pédagogique, mettre fin à la politique de «bricolage», en arrêtant l'exploitation de ces derniers à travers des «pseudo» contrats de travail, lit-on dans le même document. L'entité syndicale dénonce également toute forme d'exploitation et menace de recourir à d'autres méthodes de protestation, si les autorités continuent dans la même politique. Les corps communs des ouvriers et professionnels de l'éducation nationale avaient prévu de déclencher un débrayage les 27, 28, et 29 de ce mois en cours. Les corps communs expriment leur refus à la nouvelle instruction recommandant aux directeurs des établissements scolaires de réduire le nombre des effectifs de 40, voire de 50%. Ceci a provoqué une surcharge de travail pour les travailleurs maintenus, contraints d'effectuer plus de 60 heures par semaine, au lieu de 40 réglementaires. Une autre formation prévoit la même action mais à une date différente. Il s'agit des adjoints de l'éducation dont le dossier traîne depuis des années, qui prévoit un débrayage de deux jours les 5 et 6 mai, suivi d'un rassemblement devant le ministère de l'Éducation. A l'origine de leur mouvement de protestation, un sentiment d'injustice. L. A. R.

Naufrage d'un bateau de migrants au large des côtes libyennes Tragédie avec 700 morts dans la Méditerranée

La Méditerranée a frappé fort hier, signant sa pire hécatombe avec la mort de 700 migrants à bord d'un bateau qui leur a «assuré» le dernier voyage. Un bilan qui a suscité de vives réactions hier et qui, peut-être, interpellera les dirigeants africains à faire preuve de conscience et responsabilité pour que cessent ces périples désespérés vers l'eldorado de l'autre rive.

La nuit de samedi à dimanche était dramatique pour 700 migrants clandestins ayant pris la destination de l'île italienne de Lampedusa. le chavirage d'un chalutier transportant des migrants pourrait avoir fait jusqu'à 700 morts dans la nuit de samedi 18 à dimanche 19 avril, a déclaré hier matin, le Haut commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR). Si ces chiffres étaient confirmés, il s'agirait de la «pire hécatombe jamais vue en Méditerranée», s'est alarmée l'agence des Nations unies. Ce chalutier a chaviré à environ 110 km des côtes libyennes avec à son bord plus de 700 personnes, selon le récit de 28 survivants récupérés par un navire marchand, a indiqué aux télévisions italiennes, Carlotta Sami, porte-parole du HCR en Italie. Quelque 21 cadavres ont été récupérés, selon les médias italiens. Il n'a pas été possible dans l'immédiat d'obtenir confirmation de cette information. Le chalutier a lancé dans la nuit de samedi à



dimanche un appel au secours reçu par les garde-côtes italiens qui ont aussitôt demandé à un cargo portugais de se dérouter. A leur arrivée sur les lieux, à environ 120 milles (220 km) au sud de l'île italienne de Lampedusa, l'équipage a vu le chalutier chavirer, selon le HCR. C'est probablement quand les 700 migrants à bord se sont précipités tous du même côté à l'arrivée du cargo portugais que le drame est survenu, a encore dit M^{me} Sami. Une

importante opération de secours a été mise en place, hier, avec le concours des marines italienne et maltaise, a indiqué à l'AFP un porte-parole de la marine maltaise. L'alerte avait été donnée vers minuit locales (22h00 GMT), selon ce porte-parole de la marine maltaise. Si ce bilan devait être confirmé, il viendrait s'ajouter aux quelques 450 morts et disparus lors de deux précédents naufrages en moins d'une semaine. Là encore, ce sont les

récits de survivants qui ont permis d'établir ces bilans, alors que le flux de migrants provenant de la Libye ne cesse de grossir. Il y a lieu de noter à propos de l'ampleur que prend l'immigration clandestine depuis les côtes libyennes est favorisée notamment par la disparition des «gendarmes de la Méditerranée» qui assuraient le contrôle au temps de Kadhafi jusqu'à son décès en 2011. Khadafi avait en effet, signé un accord en 2008 avec l'Italie «en vertu duquel il garantissait un contrôle de l'immigration contre un financement de 5 milliards de dollars payé par Rome», maintenant que les conflits s'emparent de la Libye, les migrants clandestins reviennent à la charge et payent malheureusement de leur vie des factures dramatiques. Entre 500 et parfois 1 000 personnes sont chaque jour récupérées par les garde-côtes italiens ou des navires marchands. Plusieurs organisations internationales et humanitaires ont dénoncé ces derniers jours l'incurie des autorités européennes, réclamant davantage de moyens. «Il faut une opération Mare nostrum européenne», a ainsi déclaré la porte-parole du HCR. L'opération italienne Mare nostrum de sauvetage des migrants a été remplacée par l'opération Triton, une opération de surveillance des frontières beaucoup plus modeste.

Yasmine Ayadi/Agences

Retour du débat sur tamazight

La solution dans la nouvelle Constitution ?

■ La revendication de tamazight comme identité et langue ne date pas d'aujourd'hui et les combats menés dans ce cadre sont multiples avec comme témoin, le nombre de victimes qui sont mortes pour défendre cette cause. Cependant, le pas constitutionnel n'est pas encore franchi.

Par Nacera Chennafi

La célébration de 35^e anniversaire de ce qui reste du printemps berbère du 20 avril 1980 sans oublier les événements de 2001 est une occasion pour les leaders des partis politiques de défendre l'officialisation à travers son intégration dans le projet portant révision de la Constitution. Constitution, tamazight : deux questions abordées par la classe politique durant ce week-end mais toujours avec des visions différentes en l'absence d'un consensus autour d'une initiative bien claire. Le Front des forces socialistes s'est trouvé à mi-chemin après une série de consultations dans le cadre de son initiative portant reconstruction du consensus national avec la participation du pouvoir et de l'opposition. Et malgré le refus des partis du pouvoir et le rejet d'une partie de l'opposition, sa direction a voulu faire une démonstration de force ce samedi en remplissant la salle Atlas (Alger) de militants qui sont venus à la fois commémorer ce qui reste du 20 avril (printemps berbère) et militer pour arriver à un consensus national.

A cette occasion, le premier secrétaire du FFS, Mohamed Nebbou, a souligné que son parti « sans être dogmatique, continue à militer en faveur d'un processus constituant, dont l'axe central doit viser la reconstruction d'un consensus national ».



Nebbou a indiqué que le FFS prépare une feuille de route pour l'avenir de l'action du FFS autour de ce projet. Le FFS s'attend aussi à un rôle de l'armée dans ce processus. Relevé que le meeting a été organisé sous le double signe de la journée du militant et de la célébration du 20 avril, comme « symbole des luttes pour la reconnaissance de tamazight langue officielle », Nebbou affirme que le FFS fait de cette reconnaissance une question « centrale ».

Il est à noter que la question de tamazight a été défendue aussi par l'ex-chef du gouvernement, Ali Benflis et la Sg du Parti des travailleurs.

Louisa Hanoune depuis Tizi Ouzou à la veille de la célébration du 35^e anniversaire du « Printemps berbère » a de nouveau appuyé le projet d'officiali-

sation de tamazight. « La révision de la Constitution devrait être une occasion pour marquer un tournant démocratique à travers l'officialisation de tamazight. Il est plus que jamais temps de répondre favorablement à cette revendication commune de plusieurs partis de différents courants politiques », a-t-elle défendu.

Pour sa part, Ali Benflis affirme que l'amazighité est « un socle de l'unité nationale, aux côtés de l'arabité et de l'islam, religion de l'Etat ». « La cause de l'amazighité est une cause nationale à part entière. Elle a enregistré à son actif des acquis considérables ». Il estime ainsi que « le temps de sa prise en charge effective et de sa satisfaction est venu ». D'autre part, le secrétaire général de l'Alliance nationale républicaine, Belkacem Sahli,

évoque tamazight sans s'aventurer dans la question de l'officialisation. A ce propos, il a appelé samedi à Beni Mouhli (Sétif), au parachèvement des réformes politiques par un amendement constitutionnel « apte à consolider les libertés et la démocratie et à promouvoir tamazight ».

Le prochain amendement de la Constitution doit « prendre en charge, de manière explicite et définitive, toutes les composantes de l'identité nationale, l'islam, l'arabité et l'amazighité », a-t-il indiqué devant un public nombreux. « Il faut que la langue amazighe, constituant fondamental de l'identité nationale, reprenne la place qui lui revient afin que l'on évite à tout jamais toute exploitation politicienne susceptible de menacer la stabilité du pays, l'unité nationale et la cohésion de société », a-t-il encore souligné.

Du côté des partis du pouvoir, c'est la Constitution qui prime. Un sujet qui est abordé d'une manière contradictoire entre le FLN et le RND. Ainsi, si le Sg du FLN, Amar Saadani affirme que le projet est décalé en l'absence de consensus souhaité par le président de la République alors que pour le Sg du RND, le projet sera connu dans les prochains jours.

Pour la question de tamazight, le FLN s'était déjà prononcé en faveur de cette revendication dans ses propositions relatives à la révision constitutionnelle. N. C.

Printemps berbère

Des marches sur fond d'espoir d'une officialisation de tamazight

La capitale du Djurdjura a rendez-vous, aujourd'hui, avec une étape charnière de son combat pour la démocratie et la langue et culture amazighes. Fidèle à ses traditions depuis 35 années, la Kabylie va célébrer et commémorer en même temps l'anniversaire du Printemps berbère. Commémorer pour se rappeler de tous ceux et celles qui avaient mené le long combat pour que tamazight devienne cette composante essentielle de l'identité nationale et célébrer toutes ces avancées enregistrées sur plusieurs registres. Et ce 20 avril 2015 est aussi un jour d'espoir pour une consécration tant attendue

celle de l'officialisation de tamazight comme langue officielle qui le mettra à l'abri de toute manipulation.

Pour marquer cet événement, trois marches sont annoncées, lundi, à Tizi Ouzou à l'appel du Rassemblement pour la culture et la démocratie, du Mouvement pour l'autonomie de la Kabylie et d'anciens animateurs du mouvement citoyen regroupés au sein de « l'initiative citoyenne ». Les deux premières manifestations prendront le départ depuis le campus Hasnaoua de université Mouloud-Mammeri et la troisième depuis l'ancienne gare routière avant qu'elles n'aboutissent les

trois au centre-ville des Genêts. En plus de ces marches, la célébration et la commémoration du Printemps berbère battent leur plein aux quatre coins de la Kabylie avec des programmes riches et variés concoctés par des associations et la direction de la culture de la wilaya. Des expositions, des spectacles de chants et de théâtre, des recueils et des hommages aux militants de la cause disparaissent et bien d'autres activités rythment la Kabylie depuis plus d'une semaine déjà et qui se poursuivront tout long de ce mois d'avril.

Hamid Messir

Université de Tizi Ouzou

Témoignages de Saïd Sadi et Ali Yahia Abdenour sur le Printemps berbère

Témoins et acteurs des événements du Printemps berbère, Ali Yahia Abdenour et Saïd Sadi ont livré hier leurs témoignages autour de leur participation à ce combat en faveur de tamazight au cours d'une conférence-débat animée conjointement à l'université Mouloud-Mammeri. Ils ont tour à tour abordé les principales étapes du Mouvement Culturel Berbère (MCB) dans le long combat pour que la composante amazighe devienne l'un des éléments de

l'identité nationale. Saïd Sadi a rappelé dans son exposé le contexte difficile de l'époque pour mener les actions de protestation contre le pouvoir en place tout en soulignant la détermination des militants à rester fidèles aux idéaux démocratiques. Pour Saïd Sadi l'un des messages d'avril 1980 est cette pédagogie de tolérance et d'acceptation entre différents courants politiques composant le noyau du MCB en mettant de côté leurs divergences au profit

de l'objectif tracé. L'ancien président du Rassemblement pour la Culture et la Démocratie (RCD) répondait à une question sur le consensus qui avait caractérisé les décisions du mouvement. De son côté, le militant infatigable des droits des hommes n'a pas manqué de souligner l'importance de l'union de toutes les forces vives d'une nation pour faire aboutir un combat pour des idéaux démocratiques. Comme il a retracé le chemin parcouru du combat contre l'unicité de la pen-

sée tout en appelant les nouvelles générations à reprendre le flambeau sans manquer d'avertir que seule la voie pacifique comme celle prônée par eux-mêmes est couronnée de succès. Les deux figures du combat démocratique en Algérie ont par la même occasion abordé au cours de leurs interventions plusieurs questions d'actualité politique nationale pour réitérer leurs positions.

H. M.

ÉDITO

Chira, un fléau grave

Suite de la page une

A ceci près que le Maroc semble nous dire « le cannabis est notre drogue, mais c'est votre problème ! » Effectivement, c'est notre problème et Dieu merci, nos forces de sécurité n'ont pas attendu, pour retrouver les manches de la vigilance et de la présence sur le terrain, que le voisin de l'ouest fasse le moindre effort pour stopper ce trafic transfrontalier, le cannabis étant devenu dans le royaume une culture vivrière qui permet à de larges pans de la société de subsister grâce à la culture à une échelle extensive de cette satanée « chira ». Des sommes faramineuses sont brassées par la grâce criminelle de ce trafic, et il est évident qu'à cette échelle, la contrebande ne peut-être le fait que de réseaux, voire de cartels bientôt semblables à ceux de la Colombie, réseaux bien sûr dont les tentacules vont du Maroc à l'Algérie et peut-être ailleurs. Pour ce faire, les gros trafiquants, qui n'ont ni les mêmes pratiques ni les mêmes intérêts que le petit dealer de coin de rue, disposent d'ânes et de vélos pour traverser les frontières, mais aussi de moyens puissants, semi-remorques, hangars etc... C'est dire la force de ces réseaux auxquels s'attache au quotidien les forces de sécurité algériennes, avec les résultats plus que probants auxquels elles parviennent contre ce fléau, d'où le sentiment de légitime fierté. Sans perdre de vue la question souvent formulée sous forme de « pour tant de quantités saisies, combien passent entre les mailles du filet ? » il reste que l'argumentaire de satisfaction est loin d'être usurpé ou démagogique. Pour le sentiment d'inquiétude, il est malheureux d'observer que les motifs ne manquent pas, notamment à constater l'expansion sans cesse croissante de la consommation de cannabis, qui pour nombre de jeunes, supprime facilement les restrictions imposées en catimini à celle de l'alcool, l'accoutumance étant beaucoup plus pernicieuse et dure pour la drogue. Le « potentiel » de consommateurs va croissant dans notre pays, et la demande suscitant l'offre, il va de soi que le trafic s'en ira crescendo. Seule une politique de sensibilisation, qui ne se limitera pas à des campagnes comme c'est le cas à ce jour, mobilisant gros medias et surtout établissements scolaires, pourrait faire du fléau de la drogue, sinon un mal éradiqué et conjugué au passé, du moins un travers que connaît la société comme elle en connaît tant d'autres, à contenir à défaut de l'endiguer.

N. S.

Lutte contre la drogue

Le cannabis, ce poison venant du Maroc

■ Les deux premiers mois de l'année 2015 ont enregistré une saisie de plus de 24 tonnes de résine de cannabis. La plus grande quantité saisie, avoisinant un taux de 87.90%, a été constatée dans l'ouest du pays, selon des informations révélées par l'Office national de lutte contre la drogue et la toxicomanie (Onlcdt).

Par Hani T.

Ce bilan a été avancé par le directeur de l'office, Mohamed Benhalla et constitue le résultat global indiqué par les trois institutions de lutte contre la drogue, en l'occurrence, la Gendarmerie nationale, la Douane et la Sûreté nationale. En ce qui concerne la provenance de ces stupéfiants, l'Organe international de contrôle des stupéfiants a déclaré dans son dernier rapport que le royaume du Maroc reste le premier pays producteur de résine de cannabis sur l'ensemble du continent noir et demeure, en même temps, parmi les premiers au monde.

Le directeur général de l'office a, en effet, fait savoir que le bilan constaté par les trois services de lutte, a également enregistré, dans le même espace de temps, une saisie de 82 695 grammes de cocaïne et 12 grammes d'héroïne, contre 316 066 grammes de cocaïne et 59.1 grammes

d'héroïne, dans la même période de l'année écoulée. La période de janvier jusqu'à fin février de l'année en cours a enregistré une saisie de 63 369 comprimés de substances psychotropes de plusieurs marques.

Les mêmes services ont, du reste, traité durant ladite période environ 2 918 affaires, dont 714 portant sur le trafic de drogue et 2 204 relatives à la détention et à l'usage de la drogue. L'entité révélatrice a également souligné un nombre important de 3 902 personnes inculpées dans des affaires de drogue, dont 51% âgés entre 26 et 35 ans et un taux de 81.62%, soulignant que la majorité de ces délinquants sont des chômeurs. D'autres indices font état de l'implication de 7 personnes étrangères dans ces affaires mafieuses. Ces chiffres lourds qu'enregistre l'Algérie en peu de temps poussent, plus que jamais, toutes les consciences à mieux s'organiser, tout en sachant que le réseau des marchands de drogue est en passe d'arriver au sommet de son extension et que des mécanismes immédiats pour le stopper sont les plus prioritaires à engager.

Trois barons de la drogue arrêtés et sept quintaux de cannabis saisis à Alger

Lors de plusieurs opérations menées par les brigades de lutte



P.V.D. R.

contre les stupéfiants, un constat vient d'être révélé par le chef de la Sûreté nationale de la wilaya d'Alger, Noureddine Berrachdi. Il s'agit de trois barons de la drogue qui ont été arrêtés et sept quintaux de résine de cannabis saisis.

En marge d'un point de presse, Berrachdi a noté que suite à l'arrestation d'un consommateur de stupéfiants dans la ville de Réghaia, les différentes investigations menées ont abouti à une telle saisie. Il a ajouté qu'une importante somme d'argent en dirham marocain a été récupérée et notamment quelques papiers

falsifiés et autres téléphones portables. Les importantes quantités de stupéfiants saisies sont principalement destinées aussi bien à la consommation locale qu'à l'exportation vers d'autres pays voisins, souligne l'animateur. Pour l'orateur, la marchandise est venue d'un pays voisin et la plupart des faits sont l'œuvre d'une bande criminelle transfrontalière. Certains enquêteurs ont félicité les efforts courageux fournis par les éléments de la brigade de recherche et d'investigation pour mener à bien une telle opération de démantèlement. Sur l'échelle des méfaits sociaux

auxquels l'Algérie est confrontée, celui des affaires de drogue constitue une menace pour la société. Le trafic de drogue prend, de plus en plus, des proportions sans mesure, les malfaiteurs y trouvent l'unique moyen pour s'enrichir à moindre frais. Il est un paradis destructif et les trafiquants n'en tiennent pas compte. Pour espérer sortir de l'ornière, la politique sécuritaire doit s'orienter cette-fois-ci vers les causes de ce fléau social qui laisse tant de citoyens souvent en proie à une épidémie mortelle.

H.T./APS.

Détournement de carburant à l'APC de Tinebder

Deux fonctionnaires et un complice condamnés

DEUX FONCTIONNAIRES de l'APC de Tinebder dont le chef du parc communal et un employé d'une station service ont écopé d'un an et six mois de prison ferme le 15 du mois courant, lors d'un procès en appel au niveau de la deuxième chambre. Ces derniers ont été condamnés à la même peine par le tribunal de Sidi Aïch. Ils ont été accusés de détournement de deniers publics et corruption. Ils ont détourné, notamment des bords d'essence et d'importantes quantités de carburant destinées au parc roulant de la commune. La plainte avait été déposée par le maire de la localité, Braham Bennadji, après une réunion avec les comités des villages en date du 21 août 2013, soit dès qu'il a eu vent de cette affaire qu'il a confirmée de lui-même. Le maire de Tinebder estime que «ce geste courageux est une suite logique de la gestion transparente instaurée depuis 2007 dans notre commune qui devient aujourd'hui le précurseur dans la lutte contre le détournement et l'abus de deniers publics», lit-on dans un communiqué qui nous a été transmis et dans lequel il est fait observer que «rares sont les responsables qui osent dénoncer publiquement ce genre de pratiques malhonnêtes et répréhensibles».

H.C.

Fromage et intoxication

Les vendeurs ne respectent plus aucune loi

De grands morceaux de gruyère, camembert, cheddar et autres boîtes de fromage blanc, sont exposés au soleil dans les marchés et sur des trottoirs au centre d'Alger.

Favorisées par la chaleur, les intoxications surviennent le plus souvent après avoir consommé des œufs, des produits laitiers ou de la viande, des produits qui nécessitent une réfrigération à temps plein. Des vendeurs au marché d'Alger-Centre se soucient peu de la santé du consommateur, boudent la loi et les conditions dans lesquelles doivent être conditionnés et exposés les produits laitiers, produits très sensibles à la chaleur et souvent exposés à côté de montaignes de légumes et fruits pourris et les caisses de poissons dispersées un peu partout. L'état dans lequel se trouve ce marché donne la nausée. En effet, resté inchangé depuis le temps, cet espace au cœur de la capitale croule sous les immondices. Des flaques d'eau polluée marquent le vieux pavé, et un grand dépôt, d'où émanent des odeurs nauséabondes, est installé tout près des marchandises étalées. Cette intolérable situation n'empêche malheureusement pas les vendeurs à poursuivre leur vente illégale. Une femme rencontrée au marché déplore les conditions dans lesquelles sont vendus les produits laitiers. «Il est malheureux de voir toute cette saleté autour de ces fromages. Les boîtes sont plus ou moins dangereuses que les morceaux de fromage recouverts à moitié de cellophane ! C'est une



P.V.E. Soraya/A.

catastrophe», déplore-t-elle. Une autre femme qui s'appropriait à acheter chez l'un des nombreux vendeurs nous a expliqué la raison de son choix : «C'est moins cher à l'extérieur que dans les supérettes, c'est pour cela qu'on les achète». Selon les médecins, un nombre effrayant de personnes intoxiquées se présentent aux urgences chaque jour et disent avoir consommé des produits achetés dans la rue. «Cette nouvelle tendance est alarmante», déclare un médecin, faisant référence à la vente des produits laitiers tels que les morceaux de gruyère, camem-

bert, cheddar dans les marchés. «Les risques d'intoxication sont très élevés en été, il faut vraiment ne pas consommer et acheter chez ces vendeurs», ajoute-t-il. Bien que les citoyens soient conscients du risque que peut engendrer la consommation de ces produits laitiers, ils continuent à les acheter et les consommer. Certains se disent obligés d'acheter ces produits, malgré les mauvaises conditions, en raison de la hausse des prix qu'affichent les supérettes et autres commerces d'alimentation générale.

Thinhinene Khouchi

Partenariat algéro-polonais

Possibilités de coopération dans le domaine agricole

■ Le ministre de l'Agriculture et du Développement rural Abdelwahab Nouri et son homologue polonais Marek Sawicki ont examiné à Alger les opportunités de coopération existant entre l'Algérie et la Pologne dans le domaine agricole et agroalimentaire.

Par Salem K.

« Il existe de nombreuses opportunités de coopération et de partenariat en Algérie, portant aussi bien sur les activités relevant de la sphère de production proprement dite que sur celles qui se trouvent en amont et en aval de celle-ci », a souligné M. Nouri lors de la

Parallèlement à l'élargissement de ses missions à l'étranger Mise à jour des statuts de l'Anepe

LES STATUTS de l'Agence nationale d'édition et de publicité (Anepe) ont été mis à jour et ses missions élargies à l'étranger, indique l'acte notarié portant ces statuts publié par voie de presse. Dans le cadre du monopole de la publicité qui lui est dévolu par l'Etat, l'Anepe poursuit une mission de service public en informant, notamment, par la diffusion de publications ainsi que par tout document ou support destinés à la valorisation et la promotion de la production nationale en Algérie et à l'étranger. Elle mène des études et projets à caractère publicitaire pour favoriser la communication et le transfert d'informations entre opérateurs nationaux et entre producteurs de biens et de services et de consommateurs, est-il précisé. L'Anepe procède également aux opérations et activités à caractère publicitaire émanant de l'étranger pour une diffusion en Algérie. Par ailleurs, elle est chargée d'étudier, de concevoir et de proposer des études en matière d'action et de campagnes publicitaires en Algérie et à l'étranger. Elle peut également régir les espaces publicitaires étrangers nécessaires aux besoins des opérateurs économiques nationaux et promouvoir la diffusion, à l'étranger, de toute publicité de presse et autres médias concernant les produits destinés à l'exportation et les prestations de services des entreprises destinées à l'exportation et les prestations de service des entreprises nationales aux partenaires étrangers. L'Anepe contribue à faire connaître la politique nationale de développement du pays ainsi que ses réalisations dans tous les domaines. Elle est tenue de participer à la diffusion de la publicité à l'occasion des foires, expositions et autres manifestations promotionnelles tant en Algérie qu'à l'étranger. L'Anepe devra aussi veiller, en collaboration avec les institutions et les autorités concernées, à l'application des textes réglementant la publicité en Algérie et de participer au processus de contrôle de la qualité et de vérifier sa véracité. Elle a la possibilité d'organiser tous séminaires, conférences et autres rencontres se rapportant à la promotion de la production nationale en relation avec son objet. Par ailleurs, le capital social de l'Anepe a été augmenté de 5,3 milliards de DA pour passer de 2,3 milliards de DA à 7,75 milliards de DA. APS

réunion d'experts qu'il a coprésidé avec le ministre polonais de l'Agriculture et du Développement rural qui est en visite de travail en Algérie. Le ministre a cité des domaines dont l'Algérie veut tirer profit de l'expérience polonaise. Il s'agit notamment des semences et plants, des céréales, de la production laitière et des industries de transformation et de valorisation des produits agricoles. Des domaines « importants » peuvent aussi faire l'objet de partenariats bilatéraux comme la production de semences de pomme de terre, de céréales, de légumineuses alimentaires et des semences fourragères, l'amélioration génétique et les productions animales. « La Pologne a accompli de grands progrès dans ces domaines et son expérience et savoir-faire nous seront très précieux », a ajouté M. Nouri rappelant à la délégation polonaise que l'Algérie se trouvait « engagée » dans un vaste programme de soutien à la croissance économique initié par le président de la République Abdelaziz Bouteflika. Les deux pays ont signé plusieurs documents de coopération dont le mémorandum de coopération dans le domaine sanitaire et vétérinaire et la Convention de coopération dans le domaine de la recherche et du développement agricole et rural. L'Algérie et la Pologne devraient aussi signer prochainement un



mémorandum de coopération dans les domaines de la protection des végétaux et de la quarantaine végétale. « Notre coopération institutionnelle et économique dans le domaine agricole mérite d'être exploitée à la hauteur du potentiel qu'elle recèle », a observé M. Nouri. De son côté, le ministre polonais a souligné que son pays est « capable et prêt » à répondre aux attentes de l'Algérie dans le domaine agricole et agroalimentaire. « Nous sommes ici, non seulement pour élargir les possibilités d'exportation, mais aussi pour approfondir notre coopération de façon à dépasser le cadre commercial à travers des partenariats

gagnants-gagnants dans le domaine de l'élevage, la production végétale, la recherche, les semences et plants », a indiqué M. Sawicki. Selon lui, l'Algérie était le troisième partenaire commercial dans le domaine agroalimentaire en dehors de l'Union européenne (UE). Donc, a-t-il ajouté, « c'est un partenaire très important et prometteur ». Le ministre polonais a rappelé que son pays qui a adhéré à l'UE en 2004, avait réalisé des réformes « énormes » aussi bien au niveau des exploitations agricoles que de la transformation agroalimentaire. La Pologne exporte ses produits alimentaires vers plus de 70 pays dans le monde. Elle avait

exporté pour plus de 21,3 milliards d'euros en 2014, selon M. Sawicki. En outre, M. Nouri et son homologue polonais procéderont aujourd'hui à l'inauguration du Salon international de l'agroalimentaire (Djazagro) qui se tiendra au Palais des expositions (Pins maritime-Alger) et auquel 27 entreprises polonaises prendront part. Les deux ministres coprésideront lundi après-midi un forum d'affaires algéro-polonais qui regroupera des opérateurs des deux pays. Des rencontres bilatérales (B to B) seront organisées en marge de cette rencontre économique.

S. K./APS

FMI et Banque mondiale

Contraints de se réformer...

« Nous devons continuer de réformer le système monétaire international pour le rendre plus résilient, notamment en intégrant mieux les pays émergents qui connaissent une croissance rapide », a affirmé M^{me} Lagarde, directrice générale du FMI, lors d'une conférence de presse qui s'est tenue à la veille des réunions de printemps 2015 du FMI et de la Banque mondiale à Washington. Les sœurs jumelles (FMI et Banque mondiale) nées des accords de Breton Woods (juillet 1944) créées pour renforcer la coopération économique et d'assurer le financement de la reconstruction et du développement du monde d'après-guerre (les deux institutions s'étaient vu confier, l'une la responsabilité du bon fonctionnement du système monétaire international, l'autre le financement de la reconstruction de l'Europe de l'Ouest et du Japon) traversent aujourd'hui une grave crise d'identité. Dans cette recherche d'un nouvel avatar d'un ordre mondial multipolaire et de la coopération SUD-SUD : La Banque des Brics (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud) et un fonds de réserve de même que la Banque asiatique pour l'investissement dans les infrastructures (BAII) en cours

de constitution. Des banques qui s'inscrivent ainsi dans un pa-norama plus large où les puissances émergentes du Sud revendiquent plus de poids dans le système international et mettent fin au monopole occidental en matière de financement du développement. Une étape décisive dans la refondation de l'ordre économique et politique international. Mais après vingt ans passés à « ajuster » les économies du Sud, il était temps que le FMI et la Banque mondiale retrouvent leurs missions initiales : mettre de l'ordre dans le système monétaire international et aider les pays en développement. Quatre-vingt-huit pays sont membres du FMI. Officiellement chacun dispose d'une quote-part (une part du capital social du fonds) censée refléter son poids dans l'économie mondiale. En pratique le Fonds comme la banque sont dirigés par les Occidentaux et les pays émergents peinent à se faire une place. La Chine, première puissance économique depuis 2014 ne dispose que de 4% des quotas et 3,81% des droits de vote. Si une modeste réforme des droits de vote a été acquiescée à la Banque mondiale, il n'en fut rien au FMI, suite au refus du Congrès des Etats-Unis (alors

que la réforme ne remettait pas en cause le droit de veto américain et dont le taux avoisine 16,75%) qui serait peu tenté par le multilatéralisme. Face à ce blocage, des gages devront être donnés et des mesures transitoires de rééquilibrages sont d'ores et déjà proposées par la directrice générale du FMI dont le mandat s'achève en juillet 2016, telle l'augmentation des quotes-parts et les droits de vote des seuls pays émergents qui reste l'option la plus probable face à d'autres à l'étude qui verraient augmenter la quote-part de tous les pays à l'exception de celle des Etats-Unis. Placées au cœur des relations monétaires et financières internationales, le Fonds et la Banque sont toujours appelés à jouer un rôle central dans la régulation de l'économie mondiale d'autant que la capacité de prêts du FMI approche les mille milliards de dollars, ce qui en fait le premier gendarme économique au monde. Aussi face aux déconvenues -Banques des Brics et celle de Pékin, la BAII- véritables concurrentes, la Banque mondiale « doit apprendre à valoriser son expertise et à la transmettre plus rapidement à ceux qui en ont besoin ».

Magda Malek

Perspectives économiques mondiales

Des perdants et des gagnants

Les perspectives de la croissance mondiale sont inégales dans les pays principaux, selon le dernier rapport du FMI sur les Perspectives de l'économie mondiale (PEM). La croissance devrait s'affirmer dans les pays avancés en 2015 par rapport à 2014, mais elle devrait s'affaiblir dans les pays émergents et les pays en développement. Globalement, il est prévu que la croissance mondiale s'établira à 3,5 % en 2015 et à 3,8 % en 2016, soit plus ou moins le même niveau que l'an dernier. Mais ce

chiffre global masque des évolutions diverses. Aussi la bonne nouvelle selon M^{me} Lagarde, directrice du FMI « c'est que la reprise mondiale se poursuit. La moins bonne nouvelle, c'est que la croissance reste modérée et inégale » comment éviter que cette « nouvelle médiocrité » ne devienne la « nouvelle réalité ». « Pour que ce soit bien plus tard, il faut d'abord que ce soit meilleur aujourd'hui », a déclaré M^{me} Lagarde. Les dirigeants pourraient commencer par rehausser la croissance d'aujourd'hui, a-t-elle noté. Il

convient : d'adopter un ensemble de mesures de soutien de la demande, de s'attaquer aux risques pesant sur la stabilité financière, de renforcer les politiques financières pour s'attaquer aux risques financiers qui augmentent et qui basculent – des pays avancés aux pays émergents, des banques au secteur financier non bancaire, et de la solvabilité des pays à la liquidité des marchés. 2015 serait une année cruciale pour le développement, avec trois grands enjeux pour la communau-

té internationale : le financement du développement, les nouveaux objectifs de développement durable et le changement climatique. Aussi, lors des réunions de ce printemps un plan d'action mondial a été présenté et examiné le 18 avril avec l'organe directeur du FMI, le Comité monétaire et financier international, lors des réunions de printemps. Ce plan présente les orientations stratégiques des travaux du FMI pour les 12 prochains mois.

M. M.

Béjaia

L'Entmv table sur la réception de 26 000 passagers pour la saison estivale

■ L'Entreprise nationale de transport maritime de voyageurs (Entmv) s'est fixée un objectif de chargement pour l'été prochain de 26 000 voyageurs et 9 500 véhicules à partir du port de Béjaia, a-t-on appris auprès de l'entreprise portuaire de cette wilaya.

Par Farid K.

Dix escales ont été retenues à ce titre, du 23 juin au 6 septembre prochains, avec comme ambition de faire mieux que l'exercice précédent, siège d'un chargement conjoint avec la Sncm (Société nationale Corse Méditerranée) de l'ordre 17 546 voyageurs, réalisé autant à l'embarquement qu'au débarquement, a-t-on ajouté. L'objectif retenu est

«prometteur» d'autant qu'initialement la plateforme n'était pas programmée pour soutenir cette activité à cause d'appréhensions liées pour l'essentiel à des contraintes d'accostage des carteries, elles mêmes générées par le chantier du réalignement des quais, a-t-on encore indiqué de même source. Les quais 11 et 12 et le poste RoRo existants, qui servaient de poste d'accostage habituellement, ont dû être suspendus pour permettre



PH > D.R.

l'achèvement des travaux, prévus en octobre prochain, signale-t-on de même source.

Désormais, seul le quai 7 offre des avantages pour l'accostage (étant doté de rampes

nécessaires, notamment la rampe passagers-piétons) est habilité à recevoir les navires, a-t-on expliqué. Ces contraintes ne sont pas de nature, cependant, à entraver le transit des voyageurs

et leur confort, a-t-on assuré, soulignant que toutes les conditions matérielles et techniques sont réunies pour leur éviter tout aléa. En plus du renforcement des postes de police et de leur effectif, des équipes d'agents d'orientation, du dispositif 2014, inhérents aux formalités, beaucoup d'autres mesures d'agréments ont été prises. Il s'agit de la multiplication de bancs de repos, de distributeurs de boissons et de fontaines fraîches, et de pagodes, tous dédiés aux passagers et auto-passagers. L'ensemble de ces mesures, a-t-on assuré, visent non seulement à faciliter le transit mais aussi à le réduire au maximum, avec comme objectif de traiter un bateau en moins de 130 minutes. Durant cette période, outre la compagnie nationale (Entmv), un autre programme distinct est retenu par la société française Sncm, qui prévoit d'escaler par cinq fois à Béjaia.

F. K. / APS

Tamanrasset

Une route de désenclavement vers le village de Tahafet

Un projet de réalisation d'une route de wilaya est en cours d'exécution entre Tamanrasset et le village de Tahafet, sur 80 km et pour un coût de 990 millions DA, afin de désenclaver cette région, a-t-on appris des services de la wilaya.

Le premier tronçon de cette route de wilaya CW-109, qui porte sur un linéaire de 50 km et est actuellement à 30% d'avancement de ses travaux, devra permettre d'impulser le développement de plusieurs bourgades dans cette région Est de l'Ahaggar, dont Tahafet, Indeleg, Ifeg, Taghouhawi et Toufedt, a-t-on souligné. La région a égale-

ment bénéficié d'un projet de réalisation, en cours, d'une salle omnisports au profit des jeunes du village de Tahafet, en plus de la programmation de l'ouverture d'un centre postal dans ce village qui a bénéficié de 187 logements ruraux, dont 117 unités sont déjà réalisées et le reste en cours, selon la même source. Lors d'une récente visite dans cette région, le wali de Tamanrasset, Mahmoud Djamaâ, a rencontré ses habitants et indiqué que le secteur agricole a bénéficié, dans les villages de Tahafet, Ifeg et Indeleg, de 53 hectares de concessions agricoles, en sus de la réalisation de 28 puits agricoles et

20 km d'électrification. Une série de mesures ont été également annoncées au profit des habitants de ces villages, à l'instar de l'inscription d'un projet de réalisation d'un CEM à Tahafet, pour éviter aux élèves les longs déplacements au chef-lieu de wilaya, ainsi que l'inscription de trois classes au profit des élèves d'Ifeg. Il a été décidé, par ailleurs, l'acquisition d'une ambulance pour le transport des malades et la réservation d'un site à Tamanrasset comme marché hebdomadaire pour permettre aux agriculteurs de ces villages de commercialiser leurs produits.

A.O./APS

Mostaganem

Réception des premières récoltes de pomme de terre

Les marchés de la wilaya de Mostaganem ont accueilli dernièrement les premières récoltes de pomme de terre de saison produites dans la région, a-t-on appris du directeur des services agricoles de la wilaya.

Cet arrivage devra contribuer à la baisse des prix de ce produit de large consommation à moins de 45 DA le kilogramme après avoir dépassé 100 DA. La récolte s'est effectuée sur une super-

ficie de plus de 1 300 hectares et s'est soldée par la cueillette 390 000 quintaux.

L'opération se poursuit jusqu'au mi-mai prochain, a-t-on indiqué.

La DSA prévoit une production dépassant 2,6 millions qx de pomme de terre saisonnière sur une superficie de 8 400 ha. Certaines exploitations dans la wilaya ont réalisé un rendement de 550 qx/ha, à la faveur de l'uti-

lisation de l'irrigation goutte-à-goutte, alors que le rendement a atteint dans d'autres 320 qx/ha, a-t-on ajouté.

Une grande affluente des commerçants de différentes wilayas du pays pour l'acquisition de la pomme de terre de saison est relevée dans les communes réputées par la culture de ce tubercule, à l'instar de Bouguirat, Hassi Mameche et Ain Nouissy. La wilaya de

Mostaganem a réalisé dernièrement une production de 120 500 qx de pomme de terre de premier sur une superficie de 482 ha, soit une hausse de 10 000 qx par rapport à la saison dernière, à la faveur de l'extension de la superficie des terres réservées à la pomme de terre, soit 20 ha au détriment de la filière céréalière qui a régressé ces dernières années.

L.B.

Aïn Defla

Le rôle des SMA dans l'éducation des jeunes mis en exergue

Le commandant des Scouts musulmans algériens (SMA), Bouallag Mohamed, a mis l'accent à Aïn Defla sur l'importance qu'accorde son mouvement à l'éducation des jeunes et à l'inculcation de l'amour de la patrie, relevant que ces volets constituent un «rempart pour la stabilité du pays». Intervenant à la clôture d'une session de formation de trois jours organisée au profit des membres des commissions nationales des SMA, M. Bouallag a indiqué que l'intérêt porté aux jeunes est à même d'accroître leur maturité et leur éveil, faisant état de nombreux défis en attente d'être surmontés. Relevant que les jeunes constituent le «cœur de la nation et de la société», le commandant des SMA a soutenu que l'avenir du pays est «inconcevable si

cette frange de la société ne bénéficie pas d'une formation adaptée aux exigences du monde d'aujourd'hui», marqué par la prédominance des technologies de l'information et de la communication. Pour lui, une des priorités consiste à rétablir l'image de marque de ce corps au sein de la société, faisant état de sa volonté d'élargir la présence des SMA à toutes les communes du pays. S'exprimant sur la session de formation, il s'est dit «heureux» que l'ensemble des membres du commandement général des SMA y aient assisté, se félicitant de l'esprit de responsabilité et de dévouement qui y a prévalu. Il a, à ce propos, noté que le rôle dévolu aux commissions nationales est de «première importance compte tenu du fait qu'elles sont en perma-

nence près de la base dont elles répercutent les visions et propositions». De son côté, le chargé de l'information et de la communication des SMA, Tarik Mohamed, a indiqué que cette session de formation avait notamment pour objectif d'expliquer aux membres des commissions nationales leurs prérogatives et les missions qui leur sont dévolues. Les membres des commissions nationales constituent les cadres sur lesquels le scoutisme s'appuie pour concrétiser ses objectifs en matière d'éducation, a ajouté M. Tarik. Une vingtaine de wilayas ont été représentées au cours de cette session de formation, organisée sous forme d'ateliers consacrés notamment à l'administration, à la gestion et à l'information.

F.T.

M'sila Plus de 1 000 PME créées en 15 mois

AU MOINS 1 070 petites et moyennes entreprises (PME) sont entrées en activité au cours des 15 derniers mois dans la wilaya de M'sila, a-t-on indiqué à la wilaya. Ces PME, qui ont permis de générer 6 000 emplois, portent à 7 368 le nombre d'entreprises de ce type actives dans la wilaya de M'sila et employant 22 487 travailleurs, a souligné la même source. Une «importante majorité» de ces PME (40%) actives dans les secteurs du bâtiment et des travaux publics, 30% dans le commerce, le reste se répartissant entre les services, le transport, l'hôtellerie, l'agroalimentaire et la restauration, a-t-on noté. «Un plan a été localement adopté pour porter à 8 000 personnes la population formant les effectifs des PME à travers l'encouragement à la création d'entreprises, l'aménagement de nouvelles zones d'activités et la régularisation de la situation née des zones non exploitées pour des raisons liées essentiellement au foncier», a-t-on fait savoir. Selon la même source, le Comité d'assistance à la localisation et à la promotion de l'investissement et de la régularisation du foncier (Calprief) a adressé 220 mises en demeure à des opérateurs bénéficiaires de concessions foncières mais n'ayant pas concrétisé leurs projets, et annulé 92 concessions.

R.R.



Cannabis en provenance du Maroc

La Mauritanie exprime sa préoccupation auprès de l'ONU

■ La Mauritanie s'est plainte auprès des Nations unies des conséquences du trafic de cannabis en provenance du Maroc, premier producteur de cette drogue du continent africain et l'un des premiers au monde, craignant ainsi pour sa stabilité et celle de l'ensemble des Etats du Sahel, rapportent des médias.

Par Lamia F.

La préoccupation de la Mauritanie est formulée par le président mauritanien Mohamed Ould Abdelaziz et la nouvelle ministre des Affaires étrangères, Fatma Vall Mint Soueinae, auprès de l'envoyé personnel du secrétaire général de l'ONU au Sahara occidental, Christopher Ross. Elle porte notamment sur les « craintes » concernant la menace du trafic du cannabis sur la stabilité de l'ensemble de la région du Sahel.

Ces inquiétudes exprimées par les responsables mauritaniens ont été exprimées lors de la dernière tournée de l'émissaire onusien dans la région. Les déclarations officielles de la part de M. Ould Abdelaziz et M^{me} Fatma Vall figurent dans la version arabe du rapport du secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, sur le Sahara occidental en date du 10 avril 2015, a-t-on fait savoir. C'est en effet la première fois que la Mauritanie

adopte pareille position et tient à la transmettre à un haut représentant des Nations unies, ont fait remarquer les mêmes sources.

Le Maroc, premier producteur de résine de cannabis en Afrique

Selon le dernier rapport de l'Organe international de contrôle des stupéfiants (OICS), le Maroc est toujours le premier producteur de résine de cannabis du continent africain, ce qui constitue « une menace pour la stabilité de la région ». « Malgré les efforts d'éradication, le cannabis est illicitement cultivé sur tout le continent », indique le rapport de l'OICS, rendu public en mars dernier, précisant que le Maroc tient le haut du classement.

Il est « toujours le premier producteur de résine en Afrique et l'un des premiers au monde, même s'il semble, d'après certaines informations, que la production y soit en recul », avait noté le rapport. Le rapport annuel de



Ph. : DR

l'Observatoire national des drogues et des addictions au Maroc (ONDA), a indiqué récemment qu'environ 5 Marocains sur 100 sont des consommateurs de

drogue. Une écrasante majorité de ces usagers de drogue (95%) sont consommateurs de cannabis, selon la même source.

L.F. / APS

Libye

Au moins dix civils blessés dans des combats à Benghazi

Au moins dix civils ont été blessés hier à Benghazi dans l'est de la Libye dans des combats entre les forces gouvernementales libyennes et les forces du « Conseil de la Choura des révolutionnaires de Benghazi », a indiqué une source médicale. Selon Fadia Barghouthi, chargée de communication à l'hôpital « al-Jalaa », l'établissement sanitaire a reçu 10 blessés atteints par des raids tombés sur le quartier d'al-Serti à Benghazi.

La ville de Benghazi est secouée par de violents combats entre les forces gouvernementales et celles du « Conseil de la Choura des révolutionnaires de Benghazi » faisant des dizaines de morts. Par ailleurs, 21 personnes ont été tuées lors d'affrontement entre les forces gouvernementales libyennes et les éléments

de la coalition de Fajr Libya près de Tripoli vendredi, ont indiqué des sources militaires.

Des forces du gouvernement reconnu par la communauté internationale ont affronté des éléments de la coalition de milices Fajr Libya à Tajoura, à 30 km de la capitale libyenne. Les forces du gouvernement avaient attaqué le camp de la coalition, dans une nouvelle tentative destinée à reprendre le contrôle de Tripoli. « Quatorze soldats, quatre combattants de Fajr Libya et trois femmes ont été tués aujourd'hui à Tajoura », a précisé une source militaire pro-gouvernement, citée par l'AFP, ajoutant que les femmes avaient été tuées accidentellement par des tirs de roquettes. « Vingt-quatre autres personnes ont été blessées », a-t-il ajouté,

sans préciser le camp auquel elles appartenaient. Une deuxième source pro-gouvernement internationale reconnu a déclaré qu'il y avait « des combats intenses en cours dans le secteur de Tajoura, avec l'appui de nos forces aériennes qui mènent des frappes ». Le pays a deux gouvernements et parlements depuis que la coalition de milices s'est emparée de Tripoli en août et que le gouvernement reconnu s'est replié à l'est du pays. Depuis la chute de l'ancien dirigeant libyen Mouammar Kadafi en 2011 à la suite d'un soulèvement puis d'une intervention militaire de la France, de la Grande-Bretagne et des Etats-Unis, la Libye est le théâtre de luttes incessantes entre factions rivales.

Salim O. / agence

Sahara occidental

La Fondation américaine RFK condamne les brutalités marocaines

La Fondation Robert F. Kennedy (RFK), ONG américaine de défense des droits de l'homme a condamné l'agression dont ont fait récemment l'objet à El Ayoun (territoires sahraouis occupés) la militante des droits de l'homme, Aminatou Haidar, ainsi que des Sahraouis qui manifestaient pacifiquement. « Kerry Kennedy, président et Santiago Canton, directeur exécutif de la Fondation RFK des droits de l'homme, condamnent les récentes violences policières du Maroc à l'encontre du domicile de la militante sahraouie des droits de l'homme, Aminatou Haidar, et des manifestants pacifiques à El

Ayoun dans le Sahara occidental occupé », lit-on dans un communiqué rendu public par la Fondation. M^{me} Haidar est récipiendaire en 2008 du prix Robert F. Kennedy de droits de l'homme. Elle est présidente du Collectif sahraoui de défense des droits de l'homme (CODESA). « Je suis choquée et préoccupée suite aux rapports faisant état d'attaques contre des défenseurs des droits de l'homme sahraouis dont notre partenaire Aminatou Haidar », a regretté M^{me} Kerry Kennedy, citée dans le texte. Précisant que l'agression et les violences policières ont eu lieu mardi dernier au moment où Aminatou Haidar

accueillait, chez elle, des représentants de l'Onu pour discuter des « atteintes aux droits humains au Sahara occidental », M^{me} Kennedy a affirmé que les assaillants ont pris en otage, à l'intérieur du domicile de M^{me} Haidar, le collectif du CODESA et la délégation de l'ONU. Un véhicule de l'Onu et une voiture appartenant à un membre de la CODESA auraient été endommagés par la police marocaine, a-t-on ajouté. Ce nouvel acte de répression contre les populations sahraouis intervient à la veille de l'examen par au Conseil de sécurité de l'Onu de la question sahraouie ainsi que de

l'examen du rapport du secrétaire général de l'Onu et l'adoption d'une résolution sur ce conflit. Dans ses rapports, le CODESA a fait état de 177 manifestations pacifiques réprimées en 2014 dans les territoires sahraouis occupés. De son côté, la Fondation Robert F. Kennedy a fait la lumière sur un bon nombre d'actes de « violations graves » des droits de l'homme dans son dernier rapport périodique sur le Sahara occidental occupé par le Maroc.

Ramy G. / SPS

Dialogue sociétal en Tunisie

Le ministère de l'Education affirme ignorer le boycott par l'UGTT

LE MINISTÈRE de l'Education a affirmé, samedi, ignorer la décision de boycott, par l'UGTT, du dialogue sociétal sur l'éducation qui s'ouvre jeudi prochain.

Le secrétaire général adjoint de l'UGTT, Hfayedh Hfayedh, avait déclaré à l'agence TAP que l'organisation syndicale a décidé de boycotter le dialogue sociétal sur l'éducation, pour protester contre son exclusion du processus d'élaboration du contenu de cette initiative. Dans une déclaration à l'Agence TAP, le porte-parole du ministère de l'Education, Mokhtar Khalfaoui, a indiqué que la date et le contenu du dialogue sociétal sur l'éducation ont été fixés en concertation entre le ministère, la Présidence du gouvernement et l'Union générale tunisienne de travail (UGTT).

Une correspondance avait été adressée vendredi au bureau exécutif de l'UGTT pour l'informer de l'ordre du jour du dialogue sociétal et de son calendrier, selon Khalfaoui.

Trois drafts, présentés par l'UGTT, le ministère et l'Institut arabe des droits de l'Homme seront soumis à la discussion, jeudi, à l'ouverture du dialogue sociétal, a-t-il encore précisé.

La cérémonie de lancement du dialogue aura lieu en présence d'experts, de personnalités nationales et de représentants d'organisations, d'associations et de partis.

Trois individus arrêtés en possession d'armes blanches

Trois individus ont été arrêtés à Bizerte dans le nord de la Tunisie en possession notamment d'armes blanches et d'uniformes militaires, a indiqué le ministère tunisien de l'Intérieur. Les trois individus sont soupçonnés, selon le porte-parole du ministère de l'Intérieur, Mohamed Ali Laroui, d'appartenir à des organisations terroristes avec lesquelles ils seraient en contact via des réseaux sociaux. Outre les uniformes militaires et les armes blanches, les forces de l'ordre ont saisi aussi des « ordinateurs, des bannières et des ouvrages qui font l'apologie du terrorisme », en possession des trois individus.

M.K.



Yémen

Nouveaux combats meurtriers, l'aide humanitaire attendue

■ Les combats entre rebelles chiites Houthis et partisans du président du Yémen, appuyés par l'aviation saoudienne, se concentraient hier dans quatre villes du sud du pays où Riyad a promis d'apporter une aide humanitaire massive.

Par Ali O.

Les derniers affrontements et raids aériens ont fait au moins 44 morts, selon un bilan hier en milieu de journée. Les combats les plus meurtriers se sont produits dans la nuit à Taéz, grande ville du sud-ouest, relativement épargnée jusqu'à ces derniers jours et où les Houthis viennent d'ouvrir un nouveau front.

Les rebelles chiites sont arrivés à Taéz bien avant le début, le 26 mars, des frappes aériennes conduites par l'Arabie Saoudite, mais ils n'ont pas réussi à prendre le contrôle total de la ville, face à la résistance des partisans du président dans la population.

Taéz, troisième ville du Yémen, revêt une importance stratégique pour les Houthis qui peinent à venir à bout de leurs adversaires à Aden, grande cité portuaire plus au sud.

Partis de leur fief de Saada (nord), les Houthis, soutenus par l'Iran, sont entrés dans la capitale Sanaa en septembre 2014. Ils y ont pris le pouvoir en janvier, avec la complicité de l'ex-président du Yémen Ali Abdallah Saleh, avant de lancer une attaque en mars vers le sud.

Cette offensive a provoqué l'intervention d'une coalition emmenée par l'Arabie Saoudite pour venir en aide aux partisans du président Abd Rabbo Mansour Hadi qui s'est réfugié à Ryad.

Dix Houthis et quatre membres des «Comités populaires» - des paramilitaires favorables au président Hadi - ont péri à Taéz, ont indiqué hier des médecins et des responsables locaux.



Ces paramilitaires combattent aux côtés de soldats de la Brigade 35, loyale à Hadi. Dans leur action, ils ont reçu l'appui de l'aviation de la coalition qui a bombardé, selon des habitants, plusieurs positions rebelles à l'aube.

Dans le même temps, des renforts Houthis sont arrivés par voie terrestre des villes de Hodeïda (ouest) et Ibb (centre).

À Ataq, capitale de la province de Chabwa, sept Houthis ont été

tués dans une attaque nocturne contre leur position lancée par des combattants de tribus sunnites, selon des sources tribales.

À Dhaleh, 17 Houthis ont péri dans des raids aériens et six paramilitaires dans des combats, selon des sources militaires et des responsables locaux.

À Aden, deuxième ville du Yémen, les combats n'ont pas cessé pendant la nuit, opposant

les Houthis aux paramilitaires dans les quartiers de Dar Saad, Crater et Khor Maksar, ont indiqué des habitants.

Après un appel onusien à une aide humanitaire internationale, Ryad a répondu présent en promettant samedi de couvrir dans son intégralité le coût de cette assistance, soit 274 millions de dollars. Il reste maintenant à monter cette opération qui devrait être

massive au regard des besoins de la population de ce pays, le plus pauvre de la péninsule arabique.

Le porte-parole de la coalition, le général de brigade Ahmed Assiri, a promis la mise en place, dans les prochains jours, d'un pont maritime pour l'acheminement de l'aide.

L'opération devrait être possible après la décision de Djibouti d'ouvrir ses eaux territoriales et son espace aérien aux forces de la coalition, a-t-il ajouté.

Au fur et à mesure que le conflit se poursuit, les conséquences des bombardements et des combats deviennent de plus en plus lourdes pour les civils.

Le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) a déploré un manque cruel de médicaments, d'aliments et de carburant.

Entre 120 000 et 150 000 personnes ont été déplacées à l'intérieur du Yémen par les combats en cours, alors qu'il y avait déjà plus de 300 000 déplacés avant la crise actuelle, selon le Haut-commissariat de l'ONU pour les réfugiés (HCR).

Une autre conséquence du conflit est que l'autorité de l'État ou ce qu'il en reste s'est effritée au profit d'Al-Qaïda ou de groupes tribaux armés dans le sud-est.

Le réseau extrémiste a pris le 2 avril Moukalla, chef-lieu de la province du Hadramout, et, le 14, des combattants tribaux se sont emparés de l'unique terminal gazier du Yémen, celui de Belhaf, sur le Golfe d'Aden. Depuis vendredi, d'autres tribus contrôlent les champs pétrolifères de Masila.

A. O.

Génocide arménien

La Turquie sème le trouble dans le calendrier

En décidant de célébrer en grande pompe le 100^e anniversaire de la bataille de Gallipoli avec un jour d'avance, la Turquie s'est attirée de vives critiques, certains l'accusant de vouloir faire de l'ombre à un autre centenaire plus polémique, celui du «génocide» arménien. Plus qu'une simple querelle de calendrier, l'affaire a tourné en guérida politique, avec pour toile de fond les événements tragiques de la Première Guerre mondiale. La controverse a démarré en janvier, lorsque le président turc Recep Tayyip Erdogan a invité son homologue arménien Serge Sarkissian, entre autres chefs d'État et de gouvernement, au centième anniversaire des combats qui ont opposé les troupes de l'Empire ottoman aux Alliés dans l'embouchure des Dardanelles.

Comme l'an dernier déjà, les autorités d'Ankara ont retenu le 24 avril pour leurs festivités, avec un jour d'avance sur la date du débarquement des soldats britanniques, australiens, néozélandais et français dans la résèque de Gallipoli, le 25 avril 1915.

L'invitation a suscité la fureur de Sarkissian, qui l'a immédiatement refusée en rappelant qu'il honorerait le même jour, dans sa capitale Erevan, le souvenir des centaines de milliers d'Arméniens massacrés par les Ottomans à partir de 1915. Selon Erevan et de nombreuses autres capitales, ces tueries ont

coûté la vie à 1,5 million d'Arméniens lors d'une campagne d'élimination systématique qui relève du génocide. La Turquie récusait catégoriquement ce terme et dénonçait tous ceux qui l'utilisent.

Le président arménien a donc clairement accusé le dirigeant islamiste-conservateur turc de vouloir se livrer à une «manipulation de l'histoire» et «détourner l'attention du monde des activités marquant le centenaire du génocide».

La controverse s'est transformée en cauchemar diplomatique pour les grands de ce monde, sommés de choisir entre Gallipoli et Erevan. C'est notamment le cas du président russe Vladimir Poutine, écartelé entre l'appel de l'ancienne république soviétique où ses troupes disposent toujours d'une base et son désir de plaire à Ankara, son partenaire dans un projet important de gazoduc. Selon le quotidien Kommersant, le numéro 1 russe devrait finalement se rendre en Arménie et dépecher en Turquie le président du parlement, 4^e personnage de l'État.

Pour les deux pays, ces événements revêtent une même importance historique, qui relève de la fierté nationale ou de l'acte fondateur. Pour les Turcs, la bataille de Gallipoli est une victoire, particulièrement meurtrière. Mais elle a également été un événement précurseur de la fondation de la Turquie moderne, et le colonel Mustafa

Kemal, qui proclamera en 1923 la République turque moderne née de la chute de l'Empire ottoman, s'est illustré à Gallipoli.

Pour les Arméniens, le 24 avril 1915 marque le coup d'envoi des arrestations et des déportations massives qui coûteront la vie à un million et demi des leurs dans le cadre d'une campagne d'élimination systématique.

À l'approche du jour J, la tension est à son comble. Le pape François, en évoquant le «génocide» arménien, et le Parlement de l'Union européenne (UE), en la priant de le reconnaître, ont rendu la Turquie furieuse. Des «délires», a tranché Erdogan, pendant que les médias qui le soutiennent s'offusquent de cette «guerre» faite à leur pays. «De nombreuses personnes en Turquie sont persuadées que le génocide arménien n'a pas existé ou qu'il n'a jamais été planifié», rappelle l'ancien ambassadeur de l'UE à Ankara, Marc Pierini, aujourd'hui expert à la fondation Carnegie. Le fossé entre les deux camps est profond, illustré par la paralysie du processus historique de normalisation des relations entre Ankara et Erevan amorcé en 2009. Mais certains veulent croire que ce n'est que partie remise.

«La réconciliation prendra plusieurs générations», pronostique Giragosian, «mais la normalisation sera un premier pas important».



Points chauds

Ralliement

Par Fouzia Mahmoudi

Si l'on attend pour la primaire de la droite et du centre, qui doit se dérouler en novembre 2016, de nombreuses candidatures, toute l'attention sera à n'en pas douter focalisée sur Alain Juppé et Nicolas Sarkozy, les deux hommes politiques qui ont le plus de chance de recueillir les votes des électeurs. Et si d'autres personnalités auront certainement l'occasion de faire parler d'elles, aucune n'est considérée, pour le moment du moins, comme un adversaire sérieux à Juppé ou Sarkozy. Leur score lors de ses primaires sera néanmoins important pour la future structure d'un gouvernement en cas de victoire de la droite en 2017. Et si l'on parle beaucoup ces derniers jours de Nathalie Kosciusko-Morizet et de Bruno Le Maire, bien qu'aucun des deux ne se soit officiellement déclaré, François Fillon est celui qui est déjà sur les rangs pour la course de la primaire. Toutefois, ce dernier, bien que déterminé, et le seul à avoir présenté un programme complet, sait que ses chances de réussite sont des plus minces. C'est pour cette raison que l'ancien Premier ministre de Nicolas Sarkozy se déclare prêt à se désister au bénéfice d'Alain Juppé, au 2^e tour de la primaire d'investiture du candidat de la droite et du centre pour la présidentielle de 2017. «Au second tour de la primaire, confie François Fillon, il y aura un accord» avec Alain Juppé, candidat déclaré. «et c'est le mieux placé qui affrontera (Nicolas Sarkozy)». Il a annoncé sa candidature, cette semaine, au journal *Le Point*, et a assuré que «rien ni personne» et «aucune intimidation» ne le ferait renoncer à être candidat à la primaire de son camp. Outre cet ancien proche de Philippe Séguin, l'ancien Premier ministre et maire de Bordeaux Alain Juppé, les anciens ministres de Nicolas Sarkozy Xavier Bertrand et Christian Estrosi sont d'ores et déjà candidats à cette primaire. Nicolas Sarkozy, principal rival potentiel d'Alain Juppé n'a pas encore déclaré sa candidature à la primaire, dont la campagne sera lancée à partir de fin septembre 2016 pour un scrutin prévu en novembre 2016. Reste à savoir si le ralliement annoncé de Fillon suffira à Juppé à combler l'écart qui le sépare de Nicolas Sarkozy qui reste selon les sondages le candidat préféré des militants et sympathisants de droite. Les électeurs du Centre seront ainsi un facteur déterminant dans cette première primaire de la droite et leur vote pourrait bien priver Sarkozy de la revanche qu'il veut prendre sur François Hollande en 2017.

F. M.



Plus d'une dizaine de films à la 1^{re} édition

Un «Printemps du cinéma amazigh» à Alger

■ Quatre courts-métrages ont été projetés en présence des réalisateurs. Il s'agit de «La fin des Jins» (1990) de Chérif Agoun, «La tour d'argent» (2009) de Hafid Aït Brahim, «Dihya» (2012) de Amer Belkacemi et «Taqbaulit-iv ass-a» (2013) de Slimane Belhart.

Par Selma Gh.

La première édition du «Printemps du cinéma amazigh» a été lancée samedi à Alger avec la projection de 13 œuvres cinématographiques d'expression amazighe.

La manifestation qui se poursuit jusqu'au 21 avril a été organisée par le Haut-Commissariat à l'amazighité (HCA) en coordination avec la commune d'Alger-Centre à l'occasion du 35^e anniversaire du «printemps berbère».

Quatre courts-métrages ont été projetés en présence des réalisateurs. Il s'agit de «La fin des Jins» (1990) de Chérif Agoun, «La tour d'argent» (2009) de Hafid Aït Brahim, «Dihya» (2012) de Amer Belkacemi et «Taqbaulit-iv ass-a» (2013) de Slimane Belhart.

A l'affiche de la salle Khayam (Alger), «Ad yidir mm-sn uma-zigh» (2014), de Hachemi Assad, «Vava Mouh» (2012) de Smail Yazid, «Tasarut n tudert» (2011) de Lounis Zidane.



A l'occasion de la célébration du 35^e anniversaire du «printemps berbère» le 20 avril, la journée de lundi sera consacrée

par tous les médias à la langue amazighe, a indiqué le secrétaire général du HCA, Si Hachemi Assad. S. Gh./APS

«Khawa fi koul mkane» dans la capitale de l'Ahaggar

Divers spectacles animés par la caravane

Des spectacles ont été animés à Tamanrasset par la caravane «Khawa fil koul mkane» (Frères en tout lieu), au titre de sa tournée à travers le pays.

Des activités culturelles, dont des pièces théâtrales, musicales et artistiques, qui ont été présentées vendredi dans la soirée au niveau de la salle omnisports située au quartier Tahaggart, ont drainé un public nombreux. Cette initiative juvénile nationale a donné une occasion aux visiteurs, notam-

ment de jeunes, des enfants et des familles venus nombreux, découvrir les différents spectacles animés par les membres de la caravane, activant dans plusieurs domaines culturels et artistiques, à l'instar de la star de la chanson chaâbie Badji El-Bahri et le peintre Samir Bensalah. Le chef de la délégation, le chanteur de rap Karim, a indiqué que «Khawa fil koul mkane» qui contribue au renforcement des relations de fraternité entre les jeunes algériens, s'implique dans la lutte

contre la violence et dans la prise en charge des préoccupations de la jeunesse à travers chaque région du pays. Cette caravane des jeunes, initiée par le ministère de la Jeunesse, a pris le départ, au titre de sa deuxième phase, d'Alger pour sillonner 25 wilayas et achèvera ses activités dans la capitale, le 19 mai prochain, date coïncidant avec la célébration de la Journée nationale de l'étudiant, ont indiqué les organisateurs.

Said F.

L'artiste choisit Ain Témouchent pour le tournage

Émission télévisuelle sur le parcours de Bahia Rachedi

L'artiste Bahia Rachedi a choisi la ville de Ain Témouchent pour le tournage d'une émission télévisuelle sur son parcours culturel et artistique, a-t-on appris samedi de cette actrice.

«La Télévision nationale m'a consacré une émission culturelle sur mon itinéraire culturel et artistique que j'ai décidé de tourner à Ain Témouchent», a-t-elle souligné en marge de la cérémonie d'ouverture du mois du patrimoine au niveau de la wilaya.

«Cette émission sera entièrement tournée à Ain Témouchent, une cité qui m'est très chère et que j'ai élue parmi plusieurs autres villes, pour raconter mon parcours artistique», a-t-elle ajouté. La cérémonie d'ouverture du mois du patrimoine, qui s'est déroulée au complexe culturel de Ain Témouchent, en présence des autorités locales et de nombreux artistes et hommes de culture, a été marquée par la présentation du programme de

cette manifestation qui durera jusqu'au 18 mai prochain, ainsi que l'ouverture d'une exposition sur l'histoire de la wilaya de Ain Témouchent, l'antique Albulae et la capitale de la Numidie au riche patrimoine culturel et historique. Selon le directeur de la culture par intérim, Karim Bouarfa, le programme concocité porte sur l'organisation de plusieurs activités dans le cadre du 60^e anniversaire de la Révolution de novembre et de la manifesta-

tion «Constantine, capitale de la culture arabe 2015».

Outre des soirées artistiques et théâtrales, des conférences et des sorties sur le terrain sont prévues par la direction de la culture pour visiter les sites et monuments historiques de la wilaya. Cette manifestation mettra en valeur, également, les traditions et coutumes de la wilaya de Ain Témouchent, ainsi que son art culinaire traditionnel.

Ali O.

Constantine 2015

Invitation au voyage dans l'univers de la poésie arabe

Une invitation a été lancée par le commissariat de la manifestation «Constantine, capitale de la culture arabe» pour un voyage dans la richesse, la beauté et la subtilité de la poésie arabe.

Ce «voyage» prévu le dernier jeudi de chaque mois au Palais Ahmed Bey réunira, selon le président du comité d'organisation de cette manifestation dédiée aux belles lettres arabes, Bouzid Harzallah, plus de 80 poètes de Constantine, d'autres régions d'Algérie et du monde arabe.

M. Harzallah qui s'exprimait au cours d'une conférence de presse, tenue au siège du commissariat, a précisé que ces soirées organisées sous le slogan «Chi'ir oua tourab» (Poésie et terre) seront inaugurées jeudi prochain par une nuit dédiée à la Palestine avec pour invités les poètes algériens Hakim Miloud et Abdallah El Hamel.

Des poètes tunisiens, marocains, égyptiens, irakiens, yéménites, libyens, des pays du Golfe, de Syrie et du Liban, se produiront les jeudis suivants pour

chanter, par la rime, l'amour, la terre, la liberté, la beauté, la nature, l'espoir et le destin commun de la nation arabe, a ajouté M. Harzallah.

De son côté, Abdallah Boukhalkhal, recteur de l'université des Sciences islamiques Emir-Abdelkader, a fait état, lors de cette conférence de presse, de l'organisation d'un prochain colloque international sur les «élites algériennes et le mouvement réformiste».

R. C.

Paris 185 pays célèbrent la 4^e Journée internationale du jazz

UN TOTAL de 185 pays participeront à la célébration de la 4^e Journée internationale du jazz le 30 avril à Paris par des concerts et des programmes d'éducation au jazz, a annoncé samedi l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (Unesco). Paris (France) est la ville hôte de l'édition de l'année 2015 de la Journée internationale du jazz, un événement annuel initié pour encourager le dialogue interculturel et faire du jazz un «vecteur d'unité entre les peuples de la planète».

Les célébrations comporteront tout au long de la journée près de 70 concerts et spectacles dans des salles et sur des scènes installées dans les rues au niveau d'une vingtaine d'arrondissements parisiens. Des master-classes, des tables rondes, des conférences et des projections de films autour du jazz seront également au menu. Inscrite dans le cadre des célébrations du 70^e anniversaire de l'Unesco, la Journée sera marquée par un concert international au siège de l'organisation onusienne qui regroupera une vingtaine d'artistes.

H. Y.

Musées Tunis et Paris signent un accord de coopération muséale

LA TUNISIE et la France ont signé samedi un accord pour renforcer la coopération bilatérale dans le domaine muséal, notamment entre les musées du Bardo et du Louvre.

L'accord a été signé à Tunis par la ministre tunisienne de la Culture, Latifa Lakhdar et son homologue française Fleur Pellerin, en visite de travail en Tunisie.

La signature de l'accord s'inscrit dans le cadre du «prolongement de la coopération, entamée depuis 2009, entre les musées du Bardo et du Louvre pour la mise en place d'un chantier-école destiné à la formation des jeunes restaurateurs du musée du Bardo», rapporte l'agence TAP.

L'accord prévoit, également, «la mise en place d'une stratégie de communication pour promouvoir le musée du Bardo à l'échelle internationale et l'organisation d'expositions de collections des deux musées».

M. O.

RENDEZ-VOUS CULTURELS

Galerie Baya du Palais de la culture Moufdi-Zakaria
Jusqu'au 28 avril :
Exposition de l'artiste peintre Mustapha Nedjaj

Aïda Gallery (Dély-Ibrahim)
Jusqu'au 25 avril :
Exposition de peinture de l'artiste Youcef Hafid

Institut culturel italien
Jusqu'au 25 avril :
Exposition de costumes italiens du XV^e au XIX^e siècles, par l'atelier Il Costumes de Rome.

Coup-franc direct



De la poudre aux yeux

Par Anouar M.

Encore une fois, le président de la JS Kabylie, Moh Chérif Hannachi, bluffe tout le monde et en particulier les supporters du club cher aux Kabyles en amorçant, soi-disant, un nouveau départ avec le retour de Karouf à la barre technique et qui fera office de pompier pour tenter de sauver le club de la relégation. Hannachi qui a fait revenir aussi Boubrif, joue la carte des enfants du club pour calmer les fans qui demandent sa tête depuis quelque temps, sachant qu'ils ont montré leur désapprobation quant à sa manière de gérer le club à plusieurs reprises et qu'ils ont fait même des actions pour tenter de le débarquer mais ce dernier se cramponne toujours au siège qu'il ne veut pas abandonner. Les supporters auraient souhaité qu'il y ait du sang neuf pour repartir sur des bases solides, mais Hannachi a rétorqué avec ce procédé qui n'est autre que de la poudre aux yeux étant donné que tout le monde sait que cela ne changera rien à la situation et qu'avec Hannachi rien ne changera pas puisque c'est la même politique qui sera appliquée et que seules les personnes changent. La JSK n'avancera certainement pas avec cette mentalité des dirigeants qui doivent changer de stratégie ou quitter le bateau.

A. M.

Selon les assurances du ministre Le stade 5-Juillet sera opérationnel le 1^{er} mai

Le ministère des Sports a réitéré sa déclaration samedi à Alger que le stade 5-Juillet sera opérationnel le 1^{er} mai prochain et que la décision de délocaliser la finale de la Coupe d'Algérie à Mustapha-Tchaker (Blida) le 2 du même mois, n'a pas été motivée par un quelconque retard dans l'achèvement des travaux.



«Les entreprises chargées de la réhabilitation du stade 5-Juillet se sont engagées à nous livrer cette enceinte le 25 avril, et ce sera le cas. Les tribunes, les sanitaires, les buvettes, la pelouse... tout sera prêt comme convenu», a affirmé le directeur des études prospectives et des programmes d'investissement au ministère des Sports, Réda Doumi, en marge d'une visite sur le chantier, ajoutant que «la dernière semaine» du 25 avril au 1^{er} mai «sera consacrée à un gros nettoyage».

Le ministre des Sports, Mohamed Tahmi, et son homologue de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, Abdelmadjid Tebboune, avaient conjointement annoncé au début l'année en cours que la finale de la

Coupe d'Algérie de football se déroulerait au stade 5-Juillet, affirmant que d'ici-là, cette enceinte allait être réhabilitée. La décision de la FAF de délocaliser cette finale, entre le MO Béjaïa et le RC Arbaâ au stade Mustapha-Tchaker de Blida a laissé supposer que ce revirement a été motivé par un éventuel retard dans l'achèvement des travaux au 5-Juillet, ce que Doumi a démenti catégoriquement. «Nous sommes des techniciens et notre rôle se limite à fournir les moyens.

Pour le reste, c'est à qui de droit de décider s'il préfère jouer dans telle ou telle enceinte», a indiqué Doumi, expliquant que le dernier mot quant à la domiciliation de cette finale inédite entre deux nouveaux pensionnaires de la L1, ne revenait pas au ministère des Sports.

Volley-ball/Nationale «Une» messieurs Le NRBB Arréridj sacré champion d'Algérie

Le NRBB Arréridj a été sacré, samedi, champion d'Algérie de volley-ball (seniors messieurs), à l'issue du troisième tournoi national disputé les 16, 17 et 18 avril dans les salles de Douera et Bou Ismail. Malgré une défaite lors de la première journée du tournoi, jeudi, devant le GS Pétroliers (1-3), les Bordjais se sont rattrapés en s'imposant devant l'ASV Bliba (3-0) et l'EF Ain Azel (3-0), pour s'adjuger le titre de champion d'Algérie. Rafik Hacienne et ses coéquipiers décrochent ainsi le troisième titre de champion de l'histoire du NRBB Arréridj après ceux remportés en 2011 et 2014 et réalisent le doublé «Coupe-championnat» d'Algérie pour la deuxième année consécutive. Le NRBB Arréridj avait remporté pour la sixième fois de son histoire la Coupe d'Algérie, le 10 avril courant, en battant en finale l'EF Ain-Azel sur le score de 3 sets à 0 à la salle omnisports de Chéraga (Alger).

Basket-ball/Tournoi d'excellence de la Super-Division «A» Le GS Pétroliers conserve le trophée

Le GS Pétroliers a remporté le tournoi d'excellence du championnat d'Algérie de basket-ball, Super-Division «A», en s'imposant en finale devant le CRB Dar Beïda (74-48), samedi à Batna. Le GS Pétroliers conserve donc le trophée et représentera l'Algérie au championnat arabe des clubs de la discipline. En match de classement l'US Sétif s'est imposée devant l'IR Bordj Bou Arréridj sur le score de 102 à 83. Le tournoi d'Excellence a regroupé les quatre premiers à l'issue de la première phase du championnat d'Algérie de Super-Division «A».

Equipe nationale Raouraoua fixe des limites à Gourcuff

Il semblerait que le président de la FAF, Mohamed Raouraoua, veut tout réglementer en sélection nationale pour éviter certaines erreurs qui auraient été commises par le passé.

Par Anouar M.

Le patron de la Fédération a eu une discussion avec le sélectionneur national, le Français, Christian Gourcuff, pour aborder certaines questions liées à la communication surtout. Ainsi, il lui aurait interdit de parler de la sélection nationale dans la presse étrangère afin d'éviter tout malentendu comme cela a été le cas par le passé avec l'ancien coach des Verts et actuel sélectionneur du Japon, Wahid Halilhodjic et qui «distillait» des scoops aux médias étrangers, ce qui avait créé une certaine tension chez les médias algériens. En outre, le fait de divulguer des informations qui concernent l'EN à des médias autres que ceux du pays pourraient prêter à confusion et c'est ce qui s'est passé dernièrement. Il faut savoir que l'affai-



PH. > DK.

Gourcuff sommé de ne pas s'adresser à la presse étrangère

re Ghilas et Fekir a eu un impact négatif sur le groupe et c'est ce qui fait que Raouraoua songe à changer la situation et a informé Gourcuff sur le fait que désormais il ne s'exprimera que lors des conférences de presse. Le coach des Verts avait déjà été rappelé à l'ordre par le patron de la FAF lors du dernier stage au Qatar où il avait fait des déclarations qui n'ont pas été de son goût. Par ailleurs, on apprend que le président de la FAF aurait discuté aussi avec le

coach des Verts sur la nécessité d'organiser un stage et une match amical au mois de juin prochain et ce pour préparer le début des éliminatoires de la CAN 2017 surtout s'il y a de nouveaux joueurs qui seront convoqués et qui auront besoin d'un temps d'adaptation pour être au rendez-vous à l'entame des éliminatoires qui seront une priorité pour la sélection nationale qui souhaite arracher le ticket de qualification le plus tôt possible.

A. M.

Sporting Lisbonne Silva rassure pour Slimani

L'entraîneur du Sporting Lisbonne (Liga Sagres portugaise de football), Marco Silva, a affirmé que l'attaquant international algérien, Islam Slimani, est «prêt» à retrouver sa place dans le onze de départ, dimanche à l'occasion de la réception de Boavista, dans le cadre de la 29^e journée du championnat portugais de football. «Slimani s'est entraîné vendredi avec le groupe et est en possession de tous ses moyens, il ne ressent aucune gêne après des inquiétudes au cours de la semaine. Sa réaction a été positive, il est prêt à jouer dimanche face à Boavista», a indiqué le coach du



Sporting, cité samedi par le site du quotidien sportif A Bola. Le joueur algérien âgé de 26 ans, remis d'une

fatigue musculaire, a été incorporé par l'entraîneur Marco Silva à la 70^e minute lors de la victoire décrochée dimanche dernier sur le terrain de Vitoria Setubal (2-1), dans le cadre de la 28^e journée de la Liga Sagres. «Outre son travail avec le Sporting, Slimani a été affecté sur le plan physique avec la sélection algérienne en raison notamment des voyages à répétition», a souligné Marco Silva. Le Sporting Lisbonne, qualifié pour la finale de la Coupe du Portugal prévue le 31 mai, occupe la 3^e place au classement du championnat avec 60 points, à onze longueurs du leader, le Benfica Lisbonne.

USM Bel-Abbès Achiou et Tchico virés, Yeghni en sursis

Les deux sociétaires de l'USM Bel-Abbès (L1 de football), Hocine Achiou et Mohamed Tchico, ne font plus partie de l'effectif quelques jours après leur bouderie, alors que Mohamed Yeghni est en sursis, a-t-on appris samedi auprès du président du club de l'Ouest, Yahia Amroune. «En réaction à leur décision de bouder l'équipe, à la veille d'un match capital pour le maintien face à l'USM Alger, la direction a décidé d'abord de dépêcher un huis-sier de justice pour constater l'abandon de poste, puis elle a pris la décision de virer Achiou et Tchico carrément de l'effectif. Ils ne remettront plus les pieds à Sidi Bel-Abbès», a affirmé le premier responsable de la formation de la «Mekerra».

Les deux joueurs et Yeghni ont quitté leur équipe lundi, soit à la veille du match capital pour le maintien, disputé mardi dernier à domicile face à l'USM Alger (1-0), en ouverture de la 25^e journée. «Pour le cas Yeghni, je suis en train de mener une enquête



pour savoir les vraies raisons qui l'ont poussé à agir de la sorte, mais à 90% il subira le sort de ses deux coéquipiers», a-t-il ajouté.

Revenant sur les raisons qui ont poussé le trio à «abandonner» leur équipe, au moment où elle lutte pour son maintien en L1, Yahia Amroune a précisé que Hocine Achiou est le principal «instigateur» de cette bouderie. «Achiou a commencé à inciter

ses coéquipiers à bouder l'équipe à la veille du match face à l'USMA, dès qu'il a su que la direction a octroyé un mois de salaire supplémentaire à l'attaquant Youcef Ghazali, dont il avait tant besoin du moment que sa femme est sur le point d'accoucher», a expliqué Amroune. Pour le président de l'USMBA, Achiou s'est comporté comme un «gamin», oubliant qu'il était le capitaine de l'équipe, censé «donner l'exemple à ses coéquipiers». «Je suis très déçu par le comportement d'Achiou qui a prouvé qu'il court uniquement derrière les sous. Il a pris 910 millions de centimes cette saison, alors qu'il est âgé de 35 ans.

Le problème c'est qu'il a voulu embarquer avec lui d'autres éléments», a-t-il regretté. Au classement de la Ligue 1, l'USMBA pointe à la 10^e place avec 32 points, en compagnie de la JS Kabylie, la JS Saoura et le CS Constantine, à une longueur du premier reléguable, le MC El-Eulma.

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Coup de théâtre au procès de l'affaire de l'autoroute Est-Ouest

Le collectif de la défense menace de se retirer

Après un premier report dû à l'absence de l'un des avocats de Chani Medjdoub et des 38 témoins, le procès de l'autoroute Est-Ouest a débuté hier, au tribunal criminel près la cour d'Alger. C'est dans une salle archi-comble que le procès, très médiatisé, a débuté cette fois-ci en présence des avocats étrangers de Chani Medjdoub, William Bourdon et Philippe Penning, ainsi que du collectif de la défense des 12 autres accusés et des sept entreprises étrangères impliquées dans cette affaire. Par ailleurs, le collectif de la défense de Chani a menacé de se retirer en raison de la non-prise en considération de ses requêtes. «*Mais je n'ai pas encore répondu aux requêtes que vous avez formulées. Laissez-nous vous répondre. Maintenant, si vous voulez vous retirer faites-le, moi je continue le procès*», a déclaré le président de l'audience. M^e Sidhoum précise que ce n'est pas un retrait mais une déconstitution, ce qui signifie que Chani s'est retrouvé sans défense. Dans une salle bondée du tribunal criminel d'Alger, la bataille a fait rage entre la défense et le président du tribunal, qui «*tarde à répondre à notre demande de nullité des procédures judiciaires*» liées à l'instruction de cette affaire, a indiqué M^e William Bourdon, un des membres de ce collectif. La défense de Chani Medjdoub récupe dans sa totalité «*la procédure judiciaire dans l'instruction*» de ce dossier, et demande «*la nullité des actes préparatoires*» de ce procès, indique un autre membre de ce collectif, qui a menacé de se retirer si «*le tribunal ne répond pas rapidement à notre demande*». En outre, le collectif de la défense de Chani Medjdoub reproche au tribunal de n'avoir pas communiqué dans les délais (trois jours avant le procès) la liste complète des témoins. Le procès a été suspendu à la mi-journée par le président du tribunal criminel d'Alger pour déli-

bérer sur une demande de la défense du principal accusé. Cette dernière a exigé la présence du procureur de la République près la cour d'Alger, du juge d'instruction et des éléments de la police judiciaire, qui ont instruit cette affaire, comme témoins. «*Le président du tribunal a suspendu la séance et est sorti avec ses assesseurs pour délibérer*» sur «*notre demande par écrit pour la présence à ce procès du procureur de la République près la cour d'Alger, du juge d'instruction et des éléments de la police judiciaire, qui ont instruit cette affaire*», a indiqué M^e Tayeb Belarif, un des défenseurs du principal accusé, Dani Medjdoub. Il a précisé que «*c'est notre droit de savoir comment ce dossier a été instruit*». Plusieurs témoins dans cette affaire, qui a éclaté en 2009 devraient défiler à la barre durant ce procès. Seize personnes et sept entreprises étrangères (en tant que personnes morales) sont accusées de plusieurs chefs d'inculpation (corruption, blanchiment d'argent, dilapidation de deniers publics) dans cette affaire, très suivie par l'opinion publique. Sur les 16 personnes impliquées, une est en fuite, et quatre sont en détention. Les sept entreprises étrangères Citic-CRCC (Chine), Cojaal (Japon), SM Inc (Canada), Isolux Corsan (Espagne), Pizarotti (Italie), Garanventas (Suisse) et Coba (Portugal) doivent répondre de plusieurs délits liés à la corruption. La défense des accusés avait, l'automne dernier, introduit un recours pour que l'affaire soit jugée par un tribunal correctionnel, estimant que les crimes économiques reprochés à leurs clients sont des délits. Sollicitée pour arbitrage dans ce dossier, la cour suprême avait invalidé la requête de la défense et maintenu le procès devant le tribunal criminel, en ne requalifiant pas l'affaire en tant que délit (correctionnel).

Meriem Benchaouia

Tizi Ouzou

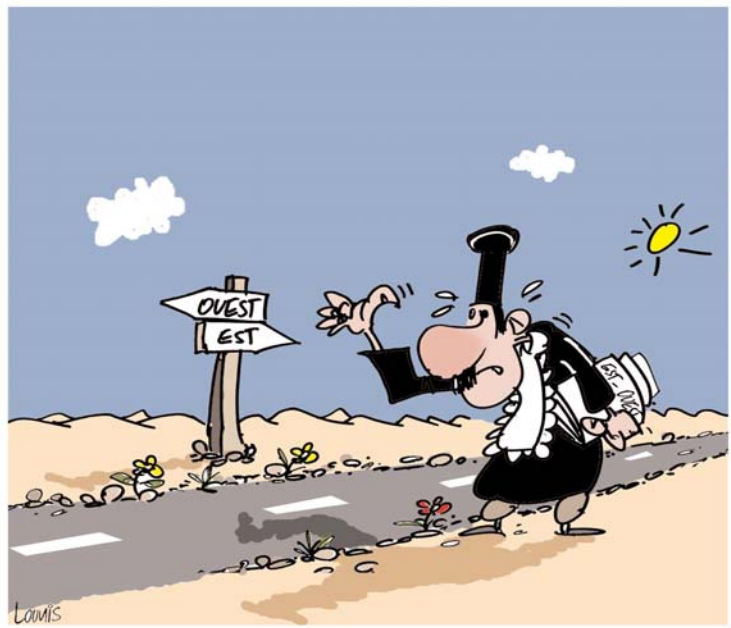
Deux personnes découvertes mortes pour causes indéterminées

DEUX PERSONNES ont été découvertes mortes vendredi dernier à Yakouran et Tadmaït dans la wilaya de Tizi Ouzou avons-nous appris auprès de la Protection civile. La première victime, un homme F. Ahmed (28 ans) a été retrouvé sans vie à l'intérieur de sa voiture vendredi vers 10 heures du matin à Yakouran. Alors que la seconde

victime, une femme B. Karima (33 ans), mère de trois enfants, a été découverte sans vie allongée dans le couloir de sa maison à Tadmaït vendredi dernier peu après 16 heures. Selon les indications fournies par la Protection civile, les corps des deux victimes ne présentaient aucune trace de blessure.

Hamid.M

OUVERTURE DE PROCÈS DE L'AFFAIRE DE L'AUTOROUTE EST-OUEST



Djalou@hotmail.com

Finale de la Coupe d'Algérie

Le président de l'APW de Béjaïa saisit les hautes autorités du pays

Le président de l'APW de Béjaïa, Mohamed Bettache, a adressé ces derniers jours un recours au ministre de l'Intérieur et des Collectivités locales ainsi qu'au ministre des Sports afin d'étudier la possibilité de revoir la décision de faire jouer le match de la finale de la Coupe d'Algérie qui opposera le Mouloudia Olympique de Béjaïa (MOB) au RC Larbaâ au stade Mustapha Thacker de Blida.

Par Hocine C.

Le P/APW de Béjaïa estime que «*le choix du stade Mustapha Thacker de Blida prête à des lectures de parti pris en défaveur du MOB*». Pour Bettache, «*il est plus judicieux de prévoir le déroulement de cette finale dans un stade neutre dont la population de Béjaïa a émis le vœu que la rencontre se jouera au stade du 5-Juillet «Complexe Olympique Mohamed Boudiaf»*». Le président de l'APW a rappelé par la suite l'audience accordée aux dirigeants du MOB et le refus

catégorique qu'ils ont exprimé au terme de celle-ci, sur le fait que la pelouse de Blida soit réservée pour abriter la finale de la Coupe d'Algérie, une doléance à laquelle le comité des supérieurs et l'ensemble des élus ont adhéré, d'autant plus qu'*«il est signalé une forte mobilisation et adhésion de la population de Béjaïa et les supporters de ce club pour soutenir leur équipe dans sa doléance»*. Il y a lieu de rappeler que le ministère des Sports a réitéré, avant-hier, que le stade du 5-Juillet sera opérationnel le 1^{er} mai prochain, contredisant indirectement la

décision, «*non motivée*», de la Fédération algérienne de football (FAF) de délocaliser cette finale, entre le MO Béjaïa et le RC Arbaâ au stade Mustapha-Thacker de Blida même s'il n'a pas affirmé que celle-ci se tiendra au stade de 5-Juillet. En attendant la décision finale, à ce sujet, la polémique enfle et les Béjaïouis retiennent leur souffle et espèrent que la rencontre soit organisée au 5-Juillet d'autant que le stade sera prêt avant la rencontre suite aux travaux qui y sont engagés.

H. C.

Arrestation d'un faux officier des douanes

Il proposait ses services contre une somme d'argent

DANS LE cadre de la lutte du crime et de la criminalité sous toutes ses formes, les éléments de la Brigade de recherches et d'investigation (BRI) dépendant de la brigade criminelle de Boumerdès ont mis la main sur un individu, un escroc, qui se faisait passer pour un officier de douane, indique un communiqué de la Direction de la Sûreté de wilaya de Boumerdès. Il s'agit d'un repris de justice, répondant aux initiales R.A âgé de 51 ans célibataire, habitant la commune de Boumerdès connu par ses agissements néfastes. Après des recherches et investigations, il s'est avéré que le faux douanier a escroqué plus de 15 per-

sonnes dont des commerçants et des importateurs. Le mis en cause ciblait ses proies avant de leur proposer ses services pour des opérations douanières, dédouanement de marchandises ou de voiture au niveau de différentes directions des douanes implantées au niveau du territoire national, Boumerdès, Sétif, Annaba, Bouira, Alger, Blida, Aïn Defla, M'Sila et Tlemcen contre une somme d'argent qui varie entre 50 000,00 DA et 600 000,00 DA suivant l'importance du produit et le montant de la facture. Après un mandat de perquisition délivré par le procureur général, près le tribunal de Boumerdès,

les enquêteurs ont retrouvé dans son domicile, des téléphones portables, des numéros de téléphones portables des victimes, un véhicule de tourisme immatriculé à l'étranger, 40 flacons de produits de beauté périmés, des matériels agricoles et d'autres produits. Soumis à un interrogatoire, il a reconnu les faits. Déféré au parquet, la mise en cause a été placée sous mandat de dépôt au centre de rééducation de Tidjelabine par le procureur de la République, près le tribunal de Boumerdès, pour les chefs d'inculpation, usurpation d'identité, fraude et escroquerie.

Ahmed K.